



Le journal de L'ADMINISTRATEUR



VICTOR FARINHA
Administrateur Salarié
CFE-CGC Groupe La Poste

NOUS ENTRONS DANS UNE PÉRIODE CHARNIÈRE QUI POURRAIT SE TRADUIRE PAR LA QUESTION SUIVANTE : QUELS CHOIX STRATEGIQUES POUR LA POSTE DANS UNE ÉCONOMIE SOUS TENSION. À L'AUBE DE LA PRÉSENTATION DES RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2026, LE GROUPE LA POSTE ÉVOLUE DANS UN ENVIRONNEMENT MACROÉCONOMIQUE PARTICULIÈREMENT INSTABLE.

LE CONFLIT AU MOYEN-ORIENT, MÊME EN VOIE D'APAISEMENT, PRODUIT DÉJÀ SES EFFETS SUR NOTRE ÉCONOMIE : INFLATION DURABLE, TENSIONS SUR LES TAUX D'INTÉRÊT, RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE, MONTÉE DU PROTECTIONNISME ET ACCÉLÉRATION DE LA TRANSFORMATION DU MONDE PHYSIQUE VERS LE MONDE DIGITAL.

Ce contexte n'est plus conjoncturel; il s'inscrit désormais dans la durée et impose des choix stratégiques structurants pour le Groupe La Poste.

Comme nous l'évoquons dans le précédent Journal de l'Administrateur, le secteur postal européen connaît une transformation profonde. Tous les opérateurs postaux évoluent autour d'une dynamique majeure : la diversification de leurs activités. Elle se traduit par :

- la baisse structurelle du courrier pour tous
- la hausse des activités :
 - colis / la logistique
 - services financiers
 - numérique

Croissance du chiffre d'affaires international

Toutes les grandes banques françaises font de même en investissant lourdement en Europe car le seul marché français est devenu très compétitif et concurrencé par les Néo Banques.



Ces dernières ont conquis plusieurs millions de clients en 2025 bien que toutes ne soient pas toutes des « banques avec une licence bancaire » (établissement de crédit).

Pour les salariés, tous ces éléments signifient :

- une pression accrue sur le pouvoir d'achat
- une difficulté d'accès au logement, aux déplacements
- des incertitudes sur l'emploi avec une hausse perceptible du chômage

Pour le Groupe La Poste, cela signifie une chose : le modèle actuel doit évoluer.

Votre administrateur CFE-CGC porte une ligne claire : préserver les fondamentaux sociaux, la qualité de vie et des conditions de travail (QVCT) et garantir une transformation respectueuse des femmes et des hommes qui font la richesse du Groupe.

La transformation ne doit pas devenir un prétexte à l'affaiblissement du collectif de travail qui porte la richesse du Groupe. Oui, il faut s'adapter sans fragiliser les femmes et les hommes du Groupe La Poste, conscients du modèle social unique, et engagés pour les clients avec le sens partagé des missions de service public.





ECONOMIE ET IMPACTS SOCIAUX : une situation économique dégradée

La réalité économique est préoccupante :

- croissance à l'arrêt
- hausse du chômage
- consommation des ménages en recul
- endettement de l'État aggravé par la montée des taux

Le risque de stagflation est désormais réel tant en France qu'en Europe (Allemagne en tête)

Cette situation dégradée touche toutes les catégories de salariés et fonctionnaires malgré une hausse mécanique de 2,41% du SMIC liée à l'inflation en juin après celle de 1,18% en janvier mais il n'y a pas de relèvement progressif des autres tranches :

Les classes moyennes et les cadres, les encadrant de proximité, les techniciens..., sont forcement pénalisés au vue des factures, des courses alimentaires, du plein de la voiture, des loyers.

TAUX, CRÉDIT, ÉPARGNE Logement

- Indice de référence des loyers au 1er trimestre 2026 : +0,78 % en Hexagone, DROM et Corse
- Remontée des taux d'emprunt lié à la hausse des taux de la BCE
- Accès au crédit plus difficile
- Allongement des durées d'emprunt

Epargne

- Retour attendu de l'attractivité du Livret A avec une hausse en juillet du taux comme l'a annoncé le Directeur Général de La Caisse des Dépôts dans la presse en juin
- Forte collecte en assurance-vie dans tous les établissements
- Derrière ces chiffres, une réalité : les Français se protègent face à l'incertitude.

GRUPE LA POSTE : ENTRE PERFORMANCE ET TENSIONS

Un modèle sous pression

Le secteur postal européen est en transformation généralisée.

Toutes les postes évoluent autour de deux dynamiques majeures :

1- Diversification des activités

- Baisse structurelle du courrier
- Hausse des activités :
 - Colis / logistique
 - Services financiers
 - Numérique
- Croissance du chiffre d'affaires international

2. Une diversification devenue la norme

- La majorité des postes ont engagé une transformation profonde
- Le courrier ne constitue plus le cœur dominant de l'activité : Confirmation de la fin du modèle historique courrier

Le secteur postal et logistique est aujourd'hui confronté à :

- une chute des marges
- une concurrence internationale agressive sur les prix de vente
- une transformation accélérée des usages

Le courrier ne représente plus qu'environ 15 % du CA : Le modèle historique du courrier continue de se contracter.

DES POINTS D'APPUI RÉELS

Le Groupe dispose néanmoins d'atouts solides :

- performance de la bancassurance
- croissance des services
- dynamique du colis à l'international

La Poste française est parmi les groupes les plus diversifiés

Et autre fait saillant : bientôt, elle sera le dernier opérateur à distribuer sur 6 jours car DHL et Royal Mail sont en train de rejoindre le standard des 5J par semaine.

- Confirmation de la fin du modèle historique courrier
- Validation du choix stratégique de diversification de La Poste

Vigilance sur :

- la cohérence globale du modèle congloméral
- la soutenabilité financière des transformations
- la qualité de service dans les activités historiques



LE CAS COMPLEXE DE L'ÉTAT PARTENAIRE : SCHIZOPHRÉNIE ET DEVOIRS

La situation de La Poste en ce milieu d'année 2026 met en lumière la relation paradoxale, voire ambiguë, que l'État entretient avec notre Groupe. L'État porte simultanément plusieurs casquettes qui s'entrechoquent au détriment de l'équilibre financier de l'entreprise :

• **L'État Actionnaire** : Il exige une rentabilité de la Caisse des Dépôts et conséquemment de la Poste pour renflouer ses propres caisses, tout en limitant parfois, par ses arbitrages budgétaires nationaux, les capacités d'investissement stratégique du Groupe. Les points positifs sont à rappeler sur la solidité que l'État soit notre actionnaire, ça a permis l'opération Mandarine, une note sur les marchés rassurants, et encore cette année le paiement des dividendes en actions plutôt qu'en cash permet une situation plus saine pour le Groupe.

=>En Europe environ 50 % des opérateurs postaux ont ouvert leur capital au privé, mouvement en cours : Omniva, la poste roumaine pour financer la transformation et gagner en agilité

• **L'État Client** : L'État via différents ministères, est l'un de nos plus grands donneurs d'ordres. Qu'il s'agisse de l'organisation des élections professionnelles avec Docaposte, de la gestion des flux pour l'ANTAI (Amendes et Forfaits Post-Stationnement), des volumes d'affranchissement des ministères, du recensement ou de l'externalisation des examens publics comme l'ETG (Épreuves Théoriques Générales du permis de conduire), l'État négocie des tarifs au plus juste, mettant sous pression les marges opérationnelles de nos branches et filiales.

L'État Délégant des Services Publics : L'État délègue à La Poste 4 missions historiques (Service universel postal, Aménagement du territoire, Transport/Distribution de la presse, Accessibilité bancaire). C'est le point de friction majeur notamment sur la distribution de la Presse qui fait supporter les 2/3 du coût à notre entreprise. Comme pour la Presse, la compensation financière allouée par l'État pour couvrir le coût réel de ces missions reste largement insuffisante, créant un déficit structurel que le Groupe doit compenser par ses activités marchandes et à l'international et aussi sur le pouvoir d'achat des salariés du Groupe.



DOSSIER POLITIQUE : LE LIBRE CHOIX DU SUPPORT

Un droit citoyen et un impératif social

À l'heure où la transition numérique à marche forcée est trop souvent présentée comme l'unique horizon de la modernisation, la CFE-CGC rappelle une vérité essentielle : **le progrès ne doit exclure personne.** La dématérialisation systématique des documents administratifs, fiscaux ou commerciaux ne peut s'imposer comme une contrainte. Elle doit s'articuler avec le maintien d'un droit fondamental : le libre choix de recevoir ses documents par courrier physique. Pour notre organisation, la préservation du support papier n'est pas un combat nostalgique, mais une exigence de justice sociale, de souveraineté économique et de responsabilité environnementale.

L'analyse des faits et des usages met en lumière trois arguments chiffrés majeurs qui valident l'urgence de sanctuariser ce libre choix :

1- L'urgence sociale face à l'exclusion numérique : On ne peut pas décréter une société 100 % digitale quand la fracture numérique demeure une réalité quotidienne. Aujourd'hui, 13 millions de Français sont encore exclus du numérique ou maîtrisent mal ces outils.

Pour ces millions de concitoyens, parmi lesquels figurent de nombreux aînés mais aussi des publics vulnérables, le courrier physique est le seul canal fiable, universel et accessible sans barrière technique. Supprimer le papier, c'est rompre le principe d'universalité du service public.

2- L'adhésion massive des citoyens au pluralisme des supports : Imposer le tout-numérique va à l'encontre des aspirations profondes de la population. Selon les données disponibles, 78 % des Français souhaitent explicitement pouvoir choisir entre le support papier et le digital en fonction de leurs usages.

Le document écrit offre une valeur juridique, une lisibilité, une confidentialité et une temporalité de réflexion que l'écran ne remplace pas toujours. Le consentement de l'utilisateur doit rester le pilier de la relation administrative et commerciale.

3- La réalité environnementale contre les idées reçues : L'argument écologique brandi pour justifier la fin du papier est un leurre. Le numérique mondial représente déjà environ 3,8 % des émissions de gaz à effet de serre. À l'inverse, les analyses de cycle de vie de l'ADEME démontrent que pour des scénarios de communication, le support papier se révèle plus favorable que le numérique sur 13 des 16 indicateurs environnementaux étudiés, notamment le changement climatique et l'utilisation des ressources fossiles.





Moderniser, oui, mais pas au détriment de l'emploi, de la sécurité des données face aux cyberattaques, et de l'accessibilité. Nous demandons l'inscription dans la loi d'un droit effectif au libre choix du support, gratuit et sans condition, pour garantir à chaque citoyen le contrôle de ses échanges nationaux et protéger le lien démocratique.

CONCLUSION

La rentrée 2026 sera déterminante, tant sur le plan économique que politique.

Nous connaissons prochainement les résultats du premier semestre ainsi que les arbitrages stratégiques qui orienteront l'avenir du Groupe. Au regard de l'évolution du chiffre d'affaires, ces orientations devraient principalement se concentrer autour de deux axes : la logistique et la bancassurance, tout en poursuivant le développement international.

Le tout s'inscrit dans un contexte réglementaire en pleine évolution, notamment avec les réflexions européennes autour du Delivery Act.

Trois défis majeurs s'imposent désormais :

1. l'inflation et le pouvoir d'achat
2. la transformation du modèle économique ;
3. la révolution numérique et la cybersécurité.



Dans ce contexte, votre administrateur CFE-CGC continuera de défendre :

- Une politique salariale à la hauteur de l'inflation réelle ;
- La préservation des parcours professionnels ;
- Une vigilance accrue sur les conditions de travail ;
- Une transformation du Groupe qui reste au service de l'humain.

Plus que jamais, la performance durable du Groupe ne pourra être atteinte sans reconnaissance, confiance et investissement dans les femmes et les hommes qui font La Poste au quotidien. C'est en préservant son modèle social, en valorisant les compétences et en donnant du sens aux transformations engagées que le Groupe La Poste pourra relever les défis de demain et continuer à remplir ses missions au service de tous.

LES PROPOSITIONS PORTÉES PAR VOTRE ADMINISTRATEUR ET LA CFE-CGC GROUPE LA POSTE

Face à ces constats, nous refusons la politique du fait accompli et les fausses oppositions. Le numérique et le physique doivent être complémentaires, et non concurrents.

Derrière le courrier imprimé en France se déploie une filière industrielle et logistique souveraine non délocalisable, portée par les industries graphiques et les milliers d'emplois directs et induits du Groupe La Poste.



100%
CADRES

100%
ACTION